

# **Initiatives interreligieuses et gouvernance locale : les cas de Barcelone et de Turin**

Mar GRIERA, Universitat Autònoma de Barcelona

Maria Chiara GIORDA, l'Université de Roma Tre

Valeria FABRETTI, Université de Rome « Tor Vergata »

## *Résumé*

Nombre de gouvernements locaux européens s'efforcent de promouvoir les initiatives interreligieuses. Cet article s'intéresse aux cas de Barcelone et de Turin, deux villes pionnières dans de nouvelles formes de gouvernance en matière religieuse dans l'Europe du Sud qui sont aussi des sources d'inspiration pour d'autres villes. L'article retrace la généalogie de la collaboration institutionnelle entre les acteurs interreligieux et les gouvernements locaux, et développe une typologie pour examiner la manière dont les groupes interreligieux interviennent dans la sphère publique de ces deux villes. Il montre le rôle crucial joué par les intellectuels catholiques et par la célébration des Jeux Olympiques dans la promotion de dynamiques locales de coopération entre municipalités et acteurs religieux. L'article conclut en argumentant que la sécurisation du domaine religieux dans les deux villes a transformé l'implication active des groupes interreligieux dans la gouvernance locale en un processus de domestication du domaine religieux.

*Mots clés* : dialogue interreligieux, diversité religieuse, Europe du Sud, gouvernance, minorités religieuses

## *Abstract*

Many European local governments are putting efforts in encouraging interreligious initiatives. This article focuses on the cases of Barcelona and Turin. Both cities are pioneering new forms of governance of the religious field in Southern Europe, while also being a source of inspiration for other cities. The article traces the genealogy of the institutional collaboration between interreligious actors and local governments, and develops a typology to examine how interreligious groups intervene in both cities' public sphere. The article shows the crucial role of catholic intellectuals and also of the celebration of the Olympic Games in fostering local dynamics of cooperation between municipalities and religious actors. The article concludes by arguing that the increasing securitization of the religious domain in both cities have transformed the active involvement of interreligious groups in local governance into a process of domestication of the religious field.

*Keywords*: governance, interreligious dialogue, religious diversity, religious minorities, southern Europe

## **Introduction<sup>i</sup>**

La coopération et le dialogue interreligieux gagnent de plus en plus de crédit en tant qu'outils politiques déterminants pour promouvoir une coexistence pacifique de la diversité religieuse dans les sociétés contemporaines<sup>ii</sup>. Animés par ces considérations, de nombreux gouvernements locaux européens s'efforcent d'encourager les initiatives interreligieuses (Griera and Forteza, 2011; Lamine, 2005) et de promouvoir la collaboration institutionnelle avec des groupes religieux et interreligieux locaux. Au cours des dernières années les initiatives interreligieuses ont gagné du terrain en Espagne et en Italie, plus spécifiquement au niveau local (Griera, 2012; Astor, 2014 ; Naso, 2015). Deux cas sont particulièrement exemplaires : Barcelone et Turin. Les deux sont des villes pionnières dans de nouvelles formes de gouvernance en matière religieuse dans l'Europe du Sud et elles sont aussi des sources d'inspiration pour d'autres villes (Itçaina and Burchianti, 2007; De Luna and Maida, 2011; Giorda, 2015).

En se focalisant sur les cas de Barcelone et de Turin, cet article vise un triple objectif. Tout d'abord, nous volons retracer la généalogie de la collaboration institutionnelle entre les acteurs religieux et les gouvernements locaux dans les deux villes, en mettant un accent particulier sur l'identification des causes et des conditions qui expliquent leur caractère pionnier. Ensuite, nous volons examiner les rôles joués par les acteurs interreligieux dans la gouvernance de la diversité religieuse, et finalement identifier les facteurs de causes et de conditions qui expliquent le caractère novateur de ces deux villes.

La comparaison entre ces deux cas est pertinente pour diverses raisons. D'une part, les deux villes sont importantes sur le plan régional, elles présentent un nombre important de minorités religieuses et une longue histoire de politiques interculturelles (Caponio, Jubany and Güell, 2015; Becci Burchardt and Giorda, 2018). De l'autre, Turin et Barcelone sont situées dans des pays qui appartiennent à ce qu'on identifie parfois comme le « Sud catholique », où malgré l'impact du

processus de sécularisation, l'Église catholique joue encore un rôle important (Perez-Agote, 2012a, 2012b; Pace, 2013a; Ventura, 2014). Enfin, le développement des initiatives interreligieuses que ce soit à Turin ou à Barcelone présente une similitude frappante: la célébration des Jeux Olympiques qui a propulsé ce mouvement et en a défini les contours. Barcelona a été le siège des Jeux Olympiques en 1992 et Turin celui des Jeux Olympiques d'hiver en 2006 ; dans les deux cas la condition imposée par le Comité Olympique de fournir une attention multi-religieuse aux athlètes a été cruciale pour générer un terrain favorable au développement de relations interreligieuses locales. Cet article se fonde sur des données empiriques recueillies par l'observation et la participation à des initiatives religieuses et interreligieuses dans les deux villes, des interviews à des communautés religieuses, à des institutions politiques, à des membres de communauté ainsi que des analyses de documents et de médias, données réunies par les auteurs depuis 2008 jusqu'à aujourd'hui dans le cadre de différents projets de recherche<sup>iii</sup>.

### **Coopération interreligieuse et gouvernance locale de la diversité religieuse : types d'intervention**

Dans les sociétés contemporaines, la religion est de plus en plus perçue comme facteur de « risque » susceptible de menacer la cohésion sociale, et doit pour cette raison être contrôlée, voire domestiquée (Maussen, 2006; Humphrey, 2009). Mais, en même temps, les communautés religieuses sont de plus en plus perçues comme des partenaires appropriés dans la gouvernance des sociétés contemporaines, complexes et diverses (Beckford, 2015).

Les acteurs religieux – qu'ils appartiennent à des religions majoritaires ou minoritaires – sont souvent sollicités pour participer activement à la gouvernance des sociétés actuelles et les initiatives interreligieuses gagnent en plausibilité en tant que « formules de paix » (Berger, 2014) pour gérer les conflits et les controverses en matière religieuse (Halaffof, 2011 ; Grier and Forteza, 2011; Dick and Nagel, 2016). Du point de vue de leurs adeptes, le dialogue est considéré comme une

nécessité pour répondre à une pluralisation et à une complexité sociale croissantes dans les démocraties libérales contemporaines. Les forums interreligieux, les groupes et les experts gagnent en popularité étant donné qu'ils sont de plus en plus considérés comme des agents cruciaux pour gérer les défis religieux, pour fournir des conseils, du soutien et des ressources aux autorités locales dans la gouvernance de la diversité religieuse (Lamine 2015, Griera, 2012; Weller, 2009; Martikainen, 2016 ; Giordan et Pace 2014). Toutefois, ces formes de gouvernance participative diffèrent parfois radicalement en ce qui concerne leur portée, leurs participants et leur histoire institutionnelle, ou encore selon la configuration spécifique du mouvement interreligieux dans chaque ville.

Cependant, lorsqu'on analyse le rôle des mouvements interreligieux dans la gouvernance de la diversité religieuse, il est utile de tenir compte du fait que de nombreux intérêts, histoires et aspects dépendant du contexte s'entrelacent dans la définition des tenants et des aboutissants des initiatives interreligieuses. En effet, le dialogue peut donner lieu à une « domestication », ou même à une *instrumentalisation* et à un *contrôle* des minorités religieuses de la part des groupes religieux majoritaires et/ou des autorités séculières (Humphrey, 2009) La conscience de ce « revers de la médaille » a mené à considérer le dialogue dans le cadre de la « sécurisation » de la religion (Hurd, 2010) ou de l'instrumentalisation de la religion (Beckford, 2015). Selon cette interprétation, pendant la période post 11 septembre, le dialogue a réveillé un intérêt politique accru pour les initiatives interreligieuses locales et régionales, en tant qu'outils de gouvernance potentiellement stratégique pour l'apaisement des tensions religieuses. Dans le cadre de la sécurisation – une « réaction » de repli destinée à contenir la complexité sociale – on encourage une approche pratique instrumentale et interventionniste du politique dans le domaine religieux (Dinham and Lowndes, 2008).

Cependant, pour éviter de se laisser attraper dans un raisonnement dualiste il est utile d'identifier plus concrètement les modes d'intervention des groupes interreligieux dans le domaine public. Nous

appuyant sur des recherches antérieures (Griera and Forteza, 2011) nous identifions cinq différents types d'activités des groupes interreligieux<sup>iv</sup>:

1. *Dialogue, échange et spiritualité.* Activités centrées sur les théologies, les doctrines et les principes, destinées à promouvoir le dialogue. Ce type d'activité fait moins fréquemment l'objet d'une projection publique ou d'une implication des autorités politiques.
2. *Cohésion sociale et médiation.* Les activités sur le terrain pour promouvoir une cohabitation positive entre les habitants locaux. Les organisations interreligieuses appuient le rôle du « médiateur interreligieux » qui arbitre des conflits locaux, et elles développent des programmes combinant aide sociale et dialogue (habituellement en collaboration avec les gouvernements).
3. *Sensibilisation et conseil.* Ce type concerne des initiatives destinées à la diffusion de la connaissance des différentes traditions religieuses reposant sur le principe de la « pluralité religieuse » .
4. *Politique cérémoniale et performative.* C'est le cas des groupes interreligieux qui produisent une mise en scène de la coopération et de l'amitié entre les leaders religieux locaux de différentes confessions. La croissance et l'importance des rituels publics interreligieux, et représentent la diffusion d'un nouveau langage symbolique public qui assure la médiation entre les sphères religieuse et séculière publique.
5. *Lobbying commun pour les droits des organisations religieuses.* C'est le cas des mouvements religieux qui défendent des valeurs partagées, en appuyant des requêtes communes ou en exprimant leurs doléances dans la sphère publique. –

La prédominance de certains types d'activité et modes d'intervention sur les autres et la forme particulière que revêt l'initiative interreligieuse dans une ville donnée est influencée par diverses variables telles que la configuration officielle des entités religieuses (dans/hors des institutions gouvernementales), leur origine (appuyée par des institutions/activistes politiques) et leur

composition interne (par exemple l'implication d'experts ou la représentativité de groupes religieux) entre autres. Cependant, la typologie comporte aussi une valeur interprétative dans la détection de modes locaux de gouvernance de la diversité religieuse au sein des initiatives interreligieuses.

### **Le scénario de l'Europe du Sud : conditions des initiatives interreligieuses, entre les flux migratoires et la prédominance catholique**

L'histoire religieuse de l'Europe du Sud est caractérisée par une diversité, un échange et une mobilité continuels (Rozenberg, 1996; Pace, 2013). On estime qu'entre 7-10,5% de la population de l'Italie en 2016 appartient à des minorités religieuses (Caritas-Migrantes, 2017; Cesnur, 2018; Salvarani in Melloni, 2014), et en Catalogne – dont Barcelone est la capitale – plus de 15% déclarent appartenir à une minorité religieuse (dont 7% de musulmans) (Baromètre, 2015). En matière de reconnaissance légale, le système est loin d'être parfait; en Italie, il manque une loi exhaustive sur la liberté de culte (Ventura, 2013 ; Giorgi et Ozzano 2015), alors que diverses controverses ont vu le jour concernant la reconnaissance de communautés islamiques<sup>v</sup>. En Espagne, bien que les minorités bénéficient de certains droits – plus particulièrement les communautés juive, islamique et protestante -, la mise en œuvre de ces mêmes droits a été très lente et a fait l'objet de controverses (Motilla, 2003). Dans ces deux contextes, l'Église catholique joue un rôle important malgré le processus de sécularisation qui affecte tout particulièrement les générations les plus jeunes (Garelli, 2011; Marzano and Urbinati, 2013; Pérez-Agote 2012a, 2012b). Cependant, alors que dans le cas de l'Espagne l'Église a été fortement discréditée dans le domaine public principalement à cause de son rôle historique (Casanova, 1994; Díaz-Salazar, 2008), en Italie, elle garde une grande part de son autorité et de son influence sur le domaine politique, économique et culturel (Ferrari and Ferrari, 2010; Pace, 2013b).

Dans les deux pays, la forme initiale que revêtait le dialogue interreligieux était l'activité œcuménique de l'Église catholique romaine, plus particulièrement affirmée dans le contexte du

Concile Vatican II (1962-1965) et mise en œuvre avec un élan renouvelé par le Pape François (Salvarani, 2016). Cependant, lorsqu'on analyse les activités interreligieuses au niveau de l'état semble se heurter à une limitation importante : le chevauchement du discours politique sur la diversité religieuse avec un contexte de contrôle migratoire et de sécurité, où l'islam occupe une place centrale en tant que problème politique, avec une certaine marginalisation d'autres minorités religieuses qui ont potentiellement le droit à se joindre au dialogue. De même, dans les deux cas il existe un grand fossé entre l'efficacité de pratiques mises en place au niveau national – essentiellement modelées par une approche rhétorique – et celles qui sont réalisées à l'échelle locale, qui font preuve d'une plus grande innovation. Dans les contextes respectifs de ces deux pays les villes de Barcelone et de Turin sont pionnières en matière d'initiatives interreligieuses et de formes participatives de gouvernement (Itçaina and Burchianti, 2007; Remotti, 2006).

Barcelone est une ville de plus de 1.590.996 habitants (Idescat, 2016), située sur la côte méditerranéenne et c'est la capitale de la Catalogne. Historiquement, la ville est célèbre pour son atmosphère progressiste et pour une vie sociale animée et culturelle. Pendant les deux dernières décennies, la ville a fait l'objet d'un processus de diversification ethnique et religieuse. Actuellement, le nombre d'habitants de nationalité étrangère à Barcelone tourne autour de 16,6%, et ils proviennent majoritairement du Pakistan, de Chine, du Maroc et de pays d'Amérique latine (Mairie de Barcelone, 2016). Une augmentation des centres de minorités religieuses a également eu lieu, les minorités ayant connu la plus forte croissance étant les églises pentecôtistes et les centres islamiques et bouddhistes (Martínez-Ariño et al., 2010). La ville présente aussi un cadre interreligieux très vivant, avec diverses organisations stimulant le dialogue interreligieux. De son côté, Turin, première capitale du royaume d'Italie entre 1861 et 1864, a vécu une expansion progressive rapide – non sans tensions ni conflits. La ville a tout d'abord été l'un des noyaux industriels les plus attrayants pour se convertir lors des 25 dernières années en un « laboratoire » pour la production de la culture, du dialogue et de l'innovation dans le pays, ce qui est allé de pair

avec la croissance de la composition multiculturelle et multi-religieuse des habitants (De Luna, Maida 2011). Parmi les nouveaux habitants, lors des premières années de ce millénaire, on pouvait trouver des dizaines de milliers d’immigrants étrangers – provenant principalement de Roumanie, du Maroc, du Pérou, de Chine, d’Égypte, du Sénégal, du Nigéria, d’Albanie, des Philippines et du Brésil<sup>vi</sup>. En ce qui concerne le panorama religieux, lors des dernières décennies les confessions enregistrées ont presque doublé (Giorda, Campobenedetto and Robiglio, 2016).

### **Initiatives interreligieuses et gouvernance locale : le cas de Barcelone**

Le mouvement interreligieux local trouve ses origines dans le mouvement œcuménique qui a né dans les années cinquante à l’initiative des catholiques progressistes – plus particulièrement avec le support d’organisations telles que *Pax Christi* et l’ordre catholique des frères capucins (Casañas, 1988) - qui se sont rassemblés autour du « Centre œcuménique de Barcelone » fondé en 1954. Ils ont organisé diverses rencontres entre protestants et catholiques dans l’objectif de promouvoir le dialogue et la transformation spirituelle. Initialement, et à cause de la dictature, ces rencontres étaient clandestines et impliquaient essentiellement des activistes progressistes de gauche, mais elles ont été progressivement devenues visibles après le Concile Vatican II. Le *Centre œcuménique de Barcelone* a organisé la première prière interreligieuse en 1986 à la cathédrale de Barcelone<sup>vii</sup>, coïncidant avec la première Journée mondiale de prière pour la paix à Assise. D’un point de vue symbolique, cet événement était très important en tant que modèle de ce que nous avons identifié comme « politique cérémoniale et performative », mais il est resté une initiative isolée.

La demande du Comité International Olympique de fournir une attention religieuse aux athlètes, à leurs familles et au personnel au cours de la célébration des Jeux Olympiques en 1992 a stimulé de manière plus systématique les relations interreligieuses à Barcelone. La Mairie ne disposait ni de l’expertise ni des relations avec les communautés des minorités religieuses pour organiser un tel service. Pour cette raison, le Maire de la ville, –Pasqual Maragall- a demandé au frère capucin Joan Botam, un activiste de gauche charismatique et bien connu (directeur du Centre œcuménique de



Barcelone) de l'aider dans cette tâche. Ils ont créé la « Plateforme interculturelle 1992 », composée de membres protestants, bouddhistes, orthodoxes et Brahma Kumaris<sup>viii</sup>. Cette plateforme assurait la promotion de la construction d'un centre religieux multiconfessionnel, le « Centre Abraham », - ce qui constituait une expérience très innovante, financée pour la moitié par l'Église catholique et pour l'autre par la Mairie de la ville. Cependant, après les Jeux Olympiques, le centre a été converti en une paroisse catholique.

Cette expérience initiale et les relations informelles qui avaient été générées se sont avérées cruciales lorsque quelques années plus tard la Mairie a appuyé la création du « Centre interreligieux de Barcelone ». La devise principale du centre, inauguré en 1998, était de contribuer à la reconnaissance publique de la diversité religieuse et à l'inclusion des communautés religieuses dans la vie sociale et publique de la ville. Une commission multi-religieuse a été créée dans une perspective top-down, pour faire fonctionner le centre. Initialement, les dirigeants des minorités religieuses n'étaient pas très enthousiastes à l'idée de participer : ils avaient été déçus par la conversion du centre multiconfessionnel Abraham en une paroisse religieuse, et se plaignaient des inégalités entre l'Église catholique et le reste des communautés religieuses au sujet de thèmes tels que les impôts, la reconnaissance publique ou le financement. Les négociations ont abouti à un accord : les minorités participeraient à la commission, mais la Mairie répondrait avec plus de sérieux à leurs besoins. Dans ce cas précis, les minorités religieuses ont agi ensemble, dans une relation de lobbying commun pour les droits des organisations religieuses – qui correspond bien au cinquième type d'approche que nous avons défini dans la partie théorique. Parallèlement, le mouvement interreligieux civique grandissait dans une perspective bottom-up. En 2000, la première association interreligieuse a été créée à Barcelone : l'Association catalane Unesco pour le dialogue interreligieux (Associació UNESCO per al Diàleg Interreligiós, Audir). Les fondateurs en étaient deux intellectuels catholiques, qui cherchaient à agir sous les auspices de l'Unesco et qui ont invité des membres d'autres groupes religieux (bahá'ís, protestants, Brahma Kumaris, bouddhistes, musulmans). L'année 2004 a été cruciale pour le développement du mouvement interreligieux dans

la ville. D'un côté, les attentats à la bombe qui ont eu lieu en mars ont créé un sentiment d'alarme et ont placé l'islam dans une position centrale de l'actualité publique et politique. De l'autre, Barcelona a accueilli le Parlement des religions du monde en septembre de cette même année, ce qui a amené la plupart des chefs religieux mondiaux dans la ville. Cet événement a eu des répercussions sur les hiérarchies locales de l'Église catholique, qui ont été attirées par l'idée de l'interreligieux et ont décidé de promouvoir la création de leur propre groupe interreligieux. Ce groupe a été nommé GETR (Grup Estable de les Tradicions Religioses) et se voulait de « représenter » officiellement les communautés religieuses ; il était composé par des dirigeants religieux – incluant seulement des dirigeants juifs, musulmans, orthodoxes, protestants et catholiques – et le premier président en était un célèbre prêtre catholique–Antoni Matabosch- qui était aussi professeur de théologie.

La consolidation d'une scène interreligieuse de la société civile s'est faite parallèlement à la transformation de l'approche politique de la Mairie concernant ce thème. Le « Centre interreligieux de Barcelone » a été remis en question et converti en le « Bureau des affaires religieuses », dont l'objectif était d'adopter une approche plus professionnelle dans la gestion de la diversité religieuse. Dans ce sens, la Mairie a décidé que le centre ne devait pas stimuler les relations interreligieuses – rôle qui revenait aux communautés religieuses elles-mêmes<sup>ix</sup>. En même temps, et paradoxalement, la Mairie a décidé d'externaliser le service à une entité privée, en mettant en avant des raisons d'efficacité et d'expertise, et en a offert la gestion à l'Association interreligieuse Unesco, puis quelques années plus tard à une association catholique nommée Fondation *Bayt al-Thaqafa*. Le Bureau d'affaires religieuses a gagné de l'importance lors des dix dernières années, et il a été reconnu pour ses bonnes pratiques à maintes occasions<sup>x</sup>.

L'analyse des principales initiatives interreligieuses actuelles à Barcelone montre que le mouvement interreligieux local est complexe et présente des relations à plusieurs niveaux avec le domaine politique. Les activités interreligieuses varient considérablement selon l'audience qu'elles cherchent à atteindre. Certaines activités s'adressent au domaine religieux et sont déconnectées du politique. C'est par exemple le cas des activités orientées vers le développement du *dialogue interreligieux* et

de la connaissance mutuelle (par exemple le groupe de dialogue interreligieux pour les jeunes ou pour les femmes organisées par l'association Unesco). Dans d'autres activités, pouvant être considérées comme appartenant à la catégorie du *lobbying commun pour les droits des organisations religieuses*, les mouvements interreligieux jouent le rôle d'une plateforme qui articule les groupes religieux afin de leur donner de la visibilité et de la crédibilité, et pour des revendications spécifiques (par exemple dans le cas de la campagne pour une plus grande exhaustivité de la matière portant sur la diversité religieuse à l'école, qui a eu lieu autour de 2008.)

Il y a d'autres initiatives dont l'objectif est d'atteindre un plus large public, et c'est généralement dans ces cas que le mouvement bénéficie d'un support direct de la Mairie. C'est particulièrement le cas des activités visant à sensibiliser, telles que la « Nuit des religions » (organisée chaque année par l'Association interreligieuse Unesco avec un financement de la Mairie de Barcelone) ou les visites scolaires de bâtiments religieux lors de journées portes ouvertes. Ce type d'activité, où les mouvements interreligieux fonctionnent comme « ambassadeurs » de la diversité, ont considérablement augmenté ces dernières années car elles sont perçues comme cruciales dans l'objectif de combattre les stéréotypes et de sensibiliser au caractère pluri-religieux de la ville.

Ce sont aussi les activités destinées à produire une mise en scène de l'amitié entre les dirigeants religieux locaux de différentes confessions, ainsi qu'à fournir une « représentation symbolique » du changement du panorama religieux dans son ensemble. Les mouvements religieux participent de plus en plus à des rituels publics, en générant de nouvelles liturgies publiques, comme cela a été le cas de l'organisation d'une prière « interconfessionnelle » pour les victimes de l'attaque terroriste survenue à Barcelone lors de l'été 2017<sup>xi</sup>. Dans de nombreux cas, ces performances interreligieuses prennent la place des anciens rituels catholiques, et elles sont de plus en plus perçues comme une « forme politiquement correcte » d'exprimer publiquement la religion dans une société séculière.

Pendant les dernières années ont aussi augmenté les activités relevant de la logique de la cohésion sociale et de la médiation. Dans ce cas, la collaboration suivre deux directions. D'une part, elle souvent implique qu'une organisation interreligieuse développe et mette en place un projet destiné à

générer de la cohésion sociale, avec un financement provenant de la Mairie ou d'autres entités publiques. De l'autre, la collaboration peut prendre une forme plus ponctuelle, avec un objectif plus concret. Cela se produit lorsqu'on demande à des experts interreligieux d'apporter une médiation dans un conflit spécifique, tel que dans le cas de la crise de l'affaire des caricatures<sup>xii</sup> ou dans les plaintes de voisinage contre l'ouverture de lieux de culte entre autres. Dans une certaine mesure, la « sécurisation » de la religion ainsi que l'orientation vers une « politique de cohésion » (Dobbernack, 2010) ont considérablement stimulé ce type d'intervention publique, qui illustre bien le paradoxe déjà évoqué par Beckford (2015): les groupes religieux sont simultanément perçus comme de potentielles sources de problèmes –en matière de radicalisation, de ghettoïsation- mais sont aussi considérés comme des antidotes à ces mêmes problèmes.

En observant le cas de Barcelone, on remarque que les acteurs interreligieux ont agi comme des « entrepreneurs de gouvernance », comblant les manques des acteurs politiques locaux en matière d'affaires religieuses, mais fournissant aussi une orientation politique aux autorités politiques locales. Il n'est pas inutile de rappeler que les acteurs politiques de gauche ont été particulièrement perméables à l'influence des acteurs interreligieux, alors que les acteurs de droite se sont beaucoup plus orientés vers les interlocuteurs officiels de l'Église catholique. Cependant, le rôle des acteurs interreligieux n'est pas resté stable ; il a changé au cours des deux dernières décennies. Alors qu'initialement leur influence sur la configuration du programme politique concernant les thèmes religieux était très directe, de nos jours la collaboration institutionnelle entre acteurs publics et interreligieux est plus limitée et spécifique aux domaines que nous avons identifiés (générer la conscientisation, la cohésion et les performances cérémoniales), chacun de ces domaines impliquant une logique de collaboration politique et bureaucratique différente.

### **Initiatives interreligieuses et gouvernance locale : le cas de Turin**

La transformation de Turin d'une « cité industrielle » en une « ville culturelle » a aussi signifié le passage d'une communauté mono-confessionnelle à des communautés multireligieuses, Turin est la

ville où a émergé, pendant la deuxième moitié du XIXe siècle, le phénomène des saints sociaux, comme Don Bosco (l'« inventeur » des oratoires, des espaces sociaux et culturels de rencontre) et Cottolengo (le fondateur d'un réseau d'activités de charité et d'un immense hôpital pour traiter les maladies physiques et psychiques). Ce terrain fertile a contribué à développer un intérêt particulier pour les thèmes et les activités liés à la religion, appuyées par des intellectuels et des experts, des personnes occupant des responsabilités dans des communautés religieuses mais aussi sur le terrain, par les citoyens. Compte tenu de la dimension populaire des activités religieuses et interreligieuses, l'occasion a été fournie par une proposition culturelle destinée à devenir de plus en plus importante pour les habitants de Turin : le Festival *Torino Spiritualità*, qui a vu le jour en 2005. Il s'agit d'un festival d'une durée de 4 jours composé de rencontres, ateliers, conférences, laboratoires, mais qui a immédiatement été conçu comme une rencontre tout au long de l'année, susceptible de créer une véritable communauté de personnes intéressées par les thèmes spirituels. Lors des 12 dernières années, plus de 50.000 personnes ont participé au festival chaque année et ont régulièrement assisté aux activités organisées tout au long de l'année.

Un an plus tard, l'autre tournant pour l'émergence et l'intérêt pour le mouvement interreligieux dans la ville a été la célébration des Jeux Olympiques (2006). À la suite des Jeux, un comité interfoi (*Comitato Interfedi*) a été lancé par la Mairie en collaboration avec son centre interculturel (*Centro Interculturale*)<sup>xiii</sup>, et il est devenu le promoteur de nombreuses activités.

Le *Comitato Interfedi* est le principal voire ou l'unique interlocuteur: il a été constitué dans le but de répondre à toutes les exigences spirituelles et religieuses pendant les Jeux d'hiver. La présence d'un président charismatique, Valentino Castellani, professeur émérite qui était l'ancien maire de Turin (1993-2001) a permis la survie de ce comité après les Jeux Olympiques et le développement d'un groupe institutionnel stable et reconnu qui « représente » les religions à Turin. Au départ, le groupe était composé de 8 membres de communautés religieuses de la ville (catholiques, orthodoxes, vaudois, juifs, musulmans, mormons, bouddhistes et hindouistes) et il a été élargi à

deux autres membres en 2016 (bahaïstes et Soka Gakkai). Le fait de maintenir le *Comitato Interfedi* à Turin était un choix politique à signification symbolique : la décision a été prise par la ville en 2006<sup>xiv</sup> et lors des années suivantes les membres ont travaillé à l'écriture de la *Charte des valeurs de la citoyenneté et de l'intégration*, portant sur la liberté de religion et la migration. La *Charte* a été présentée pendant le festival *Torino Spiritualità* au *Ministro degli Interni* (Ministre de l'intérieur) Giuliano Amato<sup>xv</sup>. La dynamique *top-down* du *Comitato* est renforcée par la présence cruciale et le leadership visible du président. En matière de types d'intervention, les activités du *Comitato* sont essentiellement consacrées au développement de la conscience publique de la pluralité religieuse de la ville grâce à une diffusion de la connaissance plutôt qu'à la résolution de conflits spécifiques dans le cadre de la cohésion sociale. Le *Comitato* joue un rôle important dans la *mise en scène de la diversité religieuse* en public, et il est très souvent impliqué dans les événements publics et les cérémonies de la ville, ce qui laisse voir son importance culturelle, symbolique et sociale. Il ya une question ouverte concernant la représentativité : 18 communautés musulmanes sont actives à Turin, mais le musulman (italien converti) membre du *Comitato* n'appartient à aucune de ces communautés, mais à un groupe soufi réduit qui ne reflète pas les intérêts des communautés impliquées dans le processus participatif à Turin.

En ce qui concerne le *dialogue, échange et spiritualité*, il ya le cas du projet « Ecumenica », mis en œuvre par l'Église vaudoise en collaboration avec la ville de Turin<sup>xvi</sup> : chaque année, un réseau de communautés religieuses dirigées par l'Église vaudoise organise un séminaire d'une journée sur le dialogue interreligieux. Dans une certaine mesure, l'autoréflexion sur soi-même et la voie de la transformation interne est caractéristique de ces religions appartenant à l'establishment, qui ne rencontrent pas de problèmes de reconnaissance et peuvent œuvrer à leur confirmation culturelle, sociale et politique.

En général, de nombreuses micro initiatives sont organisées à Turin en tant que performances publiques interreligieuses ; cependant, dans une perspective publique plus générale, le problème

peut surgir de la pléthore même d'initiatives culturelles proposées dans la ville et de la surabondance d'événements, qui génèrent une confusion voire un certain « écœurement » événementiel.

Si dans les premiers temps la scène locale interreligieuse était principalement consacrée à des activités destinées à développer la conscience ou à mettre en scène la diversité religieuse par des cérémonies publiques, lors des dernières années les interventions destinées à promouvoir la cohésion et la représentation dans une perspective *top-down* ont gagné de l'importance. À cet égard, un forum particulier a été constitué en 2016 par le Maire de la ville, composé de plusieurs associations/groupes/communautés appartenant tous à l'Islam<sup>xvii</sup> ; il ne s'agit pas d'un groupe interreligieux mais d'un groupe « inter-communautés » appartenant à une même religion. Il assure la médiation entre les courants religieux de la communauté musulmane et les acteurs politiques. L'objectif est de mettre à jour toutes les activités de différentes communautés se réclamant de l'Islam à Turin, organisant l'Islam *de* Turin, dont l'identité est fondée sur la citoyenneté et le sentiment d'appartenance à la ville (Bossi et Giorda, 2017). L'une des dernières activités, la « Journée mosquée ouverte » (11 juin 2017; 27 mai 2018) est un exemple de travail en réseau et de collaboration entre différents acteurs pour élaborer un programme constitué de conférences, de bonnes pratiques, de concerts, de performances et de nourriture<sup>xviii</sup>.

Lors des dernières années, l'évolution et l'expansion de la machine interreligieuse à Turin a favorisé l'émergence de nouveaux projets dans une perspective *bottom-up*. C'est le cas du projet d'une maison des religions, la « Casa delle religioni » (Campobenedetto, Giorda and Hejazi, 2016): un espace de 400m<sup>2</sup> ouvert à toute communauté religieuse, permettant d'organiser des liturgies et des activités culturelles. Le groupe de travail est actuellement composé de 35 groupes/communautés<sup>xix</sup> : il a été formé – avec la médiation de la fondation Benvenuti in Italia ([www.benvenutiinitalia.it](http://www.benvenutiinitalia.it)) - en tant que lobby réclamant le droit à avoir un lieu commun pour réaliser des rituels, mais il est aussi conçu en tant qu'initiative pour prévenir les conflits.

L'analyse du cas de Turin montre la prépondérance d'un organisme, le *Comitato*, qui est dans une certaine mesure transversal aux différentes approches et capable de centraliser toutes les activités interreligieuses de la ville. En outre, le *Comitato* peut être considéré comme une sorte de maillon entre la première et la deuxième phase des activités interreligieuses de la ville. La première phase *culturelle* de réflexions et d'activités interreligieuses a vu le jour dans une approche intra-chrétienne et a été développée en étroite liaison avec le Christianisme (catholique), bien que provenant d'un environnement séculier : c'était la période précédant l'épiscopat de Pellegrino (1967-1977, évêque et premier professeur de littérature chrétienne à l'Université de Turin) et les premières années au festival *Torino Spiritualità*. Après l'institutionnalisation du *Comitato* en 2006, le scénario a changé : la diversité religieuse croissante et la présence massive de religions de la diaspora (groupes musulmans et orthodoxes) ont abouti à un panorama plus complexe et moins irénique, où l'institution doit gérer des conflits ainsi que de nouveaux besoins. L'approche *top-down* de la médiation et la création de lobbys sont caractéristiques de cette dernière phase, plus *politique*.

### **Les dynamiques interreligieuses à Turin et à Barcelone : discussion et réflexions finales**

Il y a des ressemblances frappantes entre Turin et Barcelone, et la comparaison nous permet d'explorer les facteurs qui expliquent pourquoi les acteurs interreligieux ont joué – et jouent encore – un rôle crucial dans la gouvernance locale de la diversité religieuse. Nous identifions deux facteurs - l'un interne à la dynamique de la ville, et l'autre externe – qui sont importants pour comprendre le caractère pionnier de ces deux villes.

Le premier facteur, au niveau interne, est que les deux villes disposent d'une société civile active, et plus particulièrement d'une scène catholique « progressiste » très dynamique. Ce milieu catholique a été historiquement engagé dans des initiatives interreligieuses de terrain, et lors de ces dernières années son rôle a été déterminant dans la promotion de nouveaux forums interreligieux, de nouvelles rencontres et de nouvelles activités. En outre, dans les deux villes on trouve des personnalités catholiques avec un fort charisme public et un prestige qui ont joué un rôle clé en



rapprochant les domaines religieux et politique. Ces acteurs catholiques ont agi comme des « entrepreneurs de gouvernance » en forgeant ce nouveau secteur dans la gouvernance de la diversité religieuse, et ils ont agi comme « conseillers » des acteurs politiques. Dans la lignée de l'analyse de Galembert (2005), nous pouvons affirmer que la capacité d'action et le rôle des personnalités individuelles locales sont cruciaux pour la compréhension des micro politiques de la gouvernance locale de la diversité religieuse, plus particulièrement dans ses premières étapes. C'est lorsque le programme politique en est encore à son premier stade que les acteurs de la société civile ont plus de latitude pour modeler les approches politiques de la diversité religieuse. Les deux cas montrent aussi que l'importance de ces personnes diminue dans le temps, à mesure que l'institutionnalisation du nouveau programme politique est plus avancée.

Le second facteur est externe à la dynamique de la ville. Dans les deux cas, la célébration des Jeux Olympiques a servi de mécanisme d'activation de l'*institutionnalisation* du mouvement interreligieux, ce qui montre l'importance des politiques de diffusion et l'isomorphisme dans ce domaine. Avant les Jeux Olympiques, les deux villes avaient déjà une certaine politique interreligieuse, mais lors des Jeux Olympiques, la demande de services multiconfessionnels a obligé les municipalités à développer une approche en cette matière. Ceci a ouvert la possibilité pour les acteurs interreligieux – et plus particulièrement pour les personnalités catholiques progressistes impliquées dans des organisations interreligieuses – d'agir en tant qu'entrepreneurs de gouvernance et conseillers politiques. Cet élan initial a entraîné un développement spécifique dans chaque ville : alors qu'à Turin le *Comitato* a joué un rôle central, à Barcelone le mouvement a été plus polycentrique. En outre, les plus de dix années de différence entre les Jeux Olympiques de Barcelone et ceux de Turin ont aussi joué un rôle : dans les années quatre-vingt-dix, le contexte global, européen et local n'était pas aussi réceptif que dans les années deux mille en ce qui concerne les mouvements interreligieux. Voici donc deux facteurs déterminants pour comprendre pourquoi et comment une collaboration institutionnelle entre les acteurs interreligieux et politiques a vu le jour.

À cet égard, à la lumière de la typologie que nous avons proposée, nous avons montré comment les différents types d'intervention identifiés – dialogue, cohésion/médiation, développement de la conscientisation, conseil et lobbying pour les performances cérémoniales – sont bien présentes et en augmentation. Toutefois, dans les deux contextes, la reconstruction générale laisse émerger une sorte de processus à deux voies. Alors que les acteurs non gouvernementaux tendent à interpréter le dialogue interreligieux de multiples manières et à suivre de multiples logiques selon l'audience qu'ils veulent parfois atteindre, en ce qui concerne l'implication officielle des institutions publiques, l'éventail est plus réduit. Les autorités publiques légitiment essentiellement les initiatives destinées à promouvoir l'ordre social et à apaiser les tensions sociales/politiques (politiques de cohésion et de médiation), tout en profitant du potentiel des événements culturels et des campagnes (politique de conscientisation et politique de cérémonialisme).

L'institutionnalisation d'une politique locale en matière de diversité religieuse et la sécurisation du domaine religieux a affaibli le potentiel du dialogue interreligieux en termes de changement et d'innovation, et elle a paradoxalement transformé l'implication active de groupes interreligieux dans la gouvernance locale, par un processus de domestication du domaine religieux. La nécessité politique de représenter une "harmonie interreligieuse", compatible avec (et utile pour) la promotion de valeurs publiques (une idée abstraite de tolérance ainsi qu'un combat contre la radicalisation) est attestée par l'«usage» public des organisations interreligieuses dans les deux villes. Aux yeux des institutions publiques, cette approche semble prévaloir, au détriment d'un certain nombre d'éléments qui jouent potentiellement un rôle, faisant du dialogue interreligieux une composante de la gouvernance participative et démocratique. Dans ce panorama, il est nécessaire de continuer à examiner les contextes historiques et sociologiques à partir desquels les initiatives interreligieuses puissent construire un dialogue « de la diversité religieuse », sans que ce dernier soit biaisé par des tentatives politiques de le domestiquer.

## References

- Astor A (2014) Religious governance and the accommodation of Islam in contemporary Spain. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 40(11): 1716-1735.
- Becci I, Burchardt M and Giorda M (2018) "Religious Superdiversity in Urban Visibility in Barcelona and Turin". In: Berking H, Steets S, Schwenk J (eds.), *Religious Pluralism and the City: Inquireies into Postsecular Urbanism*, V, London, Oxford: Bloomsbury, pp. 83-103.
- Beckford J (2015) 'Community' in the sociology of religion: The case of Britain. *Social Compass* 62(2): 225-237.
- Berger P L (2014). *The many altars of modernity: Toward a paradigm for religion in a pluralist age*. Berlin: De Gruyter.
- Bossi L and Giorda M (2017). *Islam in Turin*. Torino: Quaderni di Benvenuti in Italia.
- Campobenedetto D, Giorda M and Robiglio M (2016), *La casa delle religioni*, Quaderni di Benvenuti in Italia, Torino.
- Caponio T, Jubany O and Güell B (2015) Civic integration policies from below. *Ethnic and Racial Studies* 39(5): 878-895.
- Casañas J (1988) *El progressisme catòlic a Catalunya (1940-1980)*. Barcelona: Llar del Llibre.
- Casanova J (1994) *Public religions in the modern world*. Chicago: University of Chicago Press.
- Caritas & Centro Studi e Ricerche IDOS (2018). *Observatorio Romano sulle Migrazioni - Tredicesimo Rapporto*. Roma: Edizioni IDOS
- Cesnur (2018). *Il pluralismo religioso italiano nel contesto postmoderno*. Available online at: <http://www.cesnur.com/il-pluralismo-religioso-italiano-nel-contesto-postmoderno-2/>
- De Galembert C (2005) The city's 'nod of approval' for the Mantes-la-Jolie mosque project. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 31(6): 1141-1159.
- Dobbernack J (2010) 'Things fall apart': social imaginaries and the politics of cohesion. *Critical policy studies* 4(2): 146-163.
- Dick E, Nagel A (2016) Local interfaith networks in urban integration politics. In: Hegner V and Margry, PJ (eds) *Spiritualizing the City: Agency and Resilience of the Urban and Urbanesque Habitat*. London: Routledge, pp. 27-38
- Díaz-Salazar R (2008) *España laica: ciudadanía plural y convivencia nacional*. Barcelona: Espasa Calpe.
- Dinham, A., & Lowndes, V. (2008). Religion, resources, and representation: three narratives of faith engagement in British urban governance. *Urban Affairs Review*, 43(6), 817-845.
- Ferrari A and Ferrari S (2010) Religion and the Secular State: The Italian Case. *The Cardozo Electronic Law Bulletin* 16(1):432-33.
- Generalitat de Catalunya (2015) Baròmetre sobre la religiositat i la gestió de la seva diversitat (2014). Barcelona: DGAR.
- Giorda M, Campobenedetto D and Hejazi S (2016) *La casa delle religioni*. Quaderni di Benvenuti in Italia: Torino.
- Giorda M (2015) I luoghi religiosi a Torino. Le religioni nei contesti urbani contemporanei. *Quaderni di Diritto e Politica Ecclesiastica* 3: 337-356.
- Giordan G and Pace V (2014) *Religious Pluralism. Framing Religious Diversity in the Contemporary World*. New York: Springer.

- Giorgi A and Ozzano L (2015) *European Culture Wars and the Italian case*. London: Routledge.
- Griera, M and Forteza, M (2011). New actors on the governance of religious diversity in European cities: The role of interfaith platforms. In Haynes, J and Hennig, A (eds.) *Religious Actors in the Public Sphere-Means, Objectives, and Effects*. London: Routledge, pp. 113-131.
- Griera M (2012) Public policies, interfaith associations and religious minorities: a new policy paradigm? Evidence from the case of Barcelona. *Social Compass* 59(4): 570-587.
- Halafoff A (2011) *The Multifaith Movement: Global Risks and Cosmopolitan Solutions*. New York: Springer.
- Humphrey M (2009) Securitisation and Domestication of Diaspora Muslims and Islam. *International Journal on Multicultural Societies* 11(2): 136-154.
- Hurd, E. S. (2010). The Global Securitization of Religion. *The Immanent Frame*. Available online at: <https://tif.ssrc.org/2010/03/23/global-securitization/> (last accessed June 2018).
- Idescat (2016) *Dades de Població*. Idescat: Barcelona.
- Itçaina X and Burchianti F (2007) Local authorities and interfaith dialogue in Spain. In: Council of Europe (ed) *Gods in the City. Intercultural and Inter-religious Dialogue at Local Level*. France: Council of Europe, pp. 99–126.
- Lamine A S (2005) Mise en scène de la "bonne entente" interreligieuse et reconnaissance. *Archives de sciences sociales des religions* 129: 83-96.
- Lamine A S (2015). *La cohabitation des dieux: pluralité religieuse et laïcité*. Paris: Presses universitaires de France.
- De Luna G, Maida B (eds.) (2011) *Torino 1861/2011. La memoria dei luoghi*. Torino: Archivio Storico della Città di Torino.
- Martikainen T (2016) Multilevel and Pluricentric Network Governance of Religion. In: Martikainen T and Gauthier F (eds) *Religion in the Neoliberal Age: Political Economy and Modes of Governance*. London: Routledge, pp. 129-142.
- Martínez-Ariño J, Griera M, García-Romeral G and Forteza M (2010) Inmigración, diversidad religiosa y centros de culto en la ciudad de Barcelona. *Migraciones* 30: 101-130.
- Marzano M and Urbinati N (2013) *Missione impossibile. La riconquista cattolica della sfera pubblica*. Bologna: Il Mulino.
- Maussen M (2006) *The governance of Islam in Western Europe: A state of the art report*. IMES, University of Amsterdam.
- Melloni, A. (ed.) (2014). *Rapporto sull'analfabetismo religioso in Italia*. Bologna: Il Mulino.
- Motilla A (2003) El islam en España: marco legal. In: Roque, M (ed) *El islam plural*. Barcelona: Icaria, pp. 313-334.
- Nagel A and Kalender M (2014) "The Many Faces of Dialogue. Driving Forces for Participating in Interreligious Activities". In: Amirpur K and Weisse W (eds): *Religions and Dialogue. International Approaches*. Münster: Waxmann, pp. 85-98
- Naso P (2015) *L'incognita postsecolare: pluralismo religioso, fondamentalismi, laicità*. Naple: Guida Editori.
- Pace E (2013a) *Le religioni nell'italia che cambia: mappe e bussole*. Roma: Carocci.
- Pace E (2013b) Achilles and the tortoise. A society monopolized by Catholicism faced with an unexpected religious pluralism. *Social Compass* 60(3): 315-331.

- Pérez-Agote A (2012a) *Cambio religioso en España: los avatares de la secularización*. Madrid: CIS.
- Pérez-Agote A (ed) (2012b) *Portraits du catholicisme en Europe*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Remotti F (ed) (2006) *Religione e immigrazione a Torino. Un'indagine antropologica*. Torino: Ed. Centro Interculturale.
- Rozenberg D (1996) Minorías religiosas y construcción democrática en España. *Revista Española de Investigaciones Sociológicas* 74: 245-265.
- Salvarani B (2014). “Appunti per una rassegna di studi sul dialogo interreligioso e sulle buone pratiche”. In: Melloni A (ed.), *Rapporto sull'analfabetismo religioso in Italia*. Bologna: Il Mulino, pp. 231-246.
- Salvarani B (2016). “I ponti di Babele. Ecumenismo e dialogo nel tempo della post-secularizzazione”. In: Annese A, *Ecumenismo e cattolicità delle Chiese. Il contributo del metodismo*, Roma: Carocci, pp. 143-157.
- Ventura M (2013) *Religion and Law in Italy*. Alphen aan den Rijn, NL: Kluwer Law International.
- Ventura M (2014) *Creduli e credenti. Il declino di Stato e Chiesa come questione di fede*. Torino: Einaudi.
- Weller P (2009) How participation changes things: ‘Inter-faith’, ‘multi-faith’ and a new public imaginary. In: Dinham A, Furbey R and Lowndes V (eds) *Faith in the Public Realm*. Bristol: Policy Press, pp. 63–81.

---

<sup>i</sup> Nous voudrions remercier Avi Astor et Anna Clot-Garrell pour ces commentaires concernant notre article.

<sup>ii</sup> Voir par exemple le document “12 Guidelines for improving understanding of local authorities in interfaith dialogue” publié par le Conseil de l’Europe. Voir <https://rm.coe.int/168071b23a> (dernière consultation le 7 février 2018), ou le document “The EU institutions and inter-religious dialogue” du Parlement européen. Voir : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2015/551340/EPRS\\_ATA%282015%29551340\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2015/551340/EPRS_ATA%282015%29551340_EN.pdf) (dernière consultation le 7 février 2018).

<sup>iii</sup> Dans le cas de Barcelone, le travail de terrain a été réalisé dans le cadre des projets suivants : a) Griera, Mar (2009). *De la Religió a les Religions. Polítiques públiques i minories religioses a Catalunya*. Thèse de Doctorat, Département de Sociologie, Universitat Autònoma de Barcelona, b) Griera, M. (2009-12). *Interreligious actors and the local governance of religious diversity in Europe*. Projet de recherche financé par la Diputació de Barcelona, c) Griera, M. (2016-18). *Expresiones religiosas en el espacio urbano*. Projet de recherche financé par le Ministère espagnol de l’économie réf. CSO2015-66198-P. Le travail de terrain comprend 25 interviews à des acteurs interreligieux et politiques, l’observation de 15 événements publics interreligieux, et l’assistance à des rencontres, avec des conversations informelles et la lecture de rapports et d’autres documents. Dans le cas de Turin, le travail de terrain a été réalisé dans le cadre d’une collaboration entre la fondation Benvenuti in Italia ([www.benvenutiinitalia.it](http://www.benvenutiinitalia.it)) et le Centro Interculturale, autour des communautés religieuses à Turin : 2014-2017 coordonné par Maria Chiara Giorda (avec la collaboration de Luca Bossi, Docteur en sociologie à l’Université de Turin). Elle comprend 30 interviews à des acteurs religieux et à des politiciens, l’observation directe de 10 communautés religieuses, 30 interviews de participants du festival *Torino Spiritualità*, la participation à toutes les rencontres du *Comitato Interfedi* (une par mois) et au Forum Islam de Turin.

<sup>iv</sup> Pour un autre type de classification des activités interreligieuses, voir Nagel and Kalender (2014).

<sup>v</sup> [http://www.interno.gov.it/sites/default/files/patto\\_nazionale\\_per\\_un\\_islam\\_italiano\\_1.2.2017.pdf](http://www.interno.gov.it/sites/default/files/patto_nazionale_per_un_islam_italiano_1.2.2017.pdf) (Consulté le 7 janvier 2018)

<sup>vi</sup> Aujourd’hui ils représentent un chiffre estimé à 220.000 personnes (OIS Torino, 2016).

---

<sup>vii</sup> La prière était organisée par le frère Joan Botam et bénéficiait de la représentation de plusieurs groupes religieux tels que des juifs, musulmans, protestants, bouddhiste, hindouistes et même Brahma Kumaris et Hare Krishna –bien que l’inclusion de ces deux derniers groupes ait généré de fortes critiques de la part de certains catholiques.

<sup>viii</sup> Ces derniers membres n’étaient pas des représentants religieux mais ont été choisis pour leur trajectoire personnelle et leur implication dans les affaires publiques ou leur affinité avec le projet.

<sup>ix</sup> Selon une interview de l’ancien directeur du Centre, la Mairie a décidé que, “dans l’intérêt de la séparation entre l’état et la religion »<sup>ix</sup>, le Bureau se devait d’avoir une position plus neutre, et elle a laissé l’organisation de la société civile mener le dialogue interreligieux.

<sup>x</sup> Voir par exemple: [http://www.observatorioreligion.es/banco-buenas-practicas/establecimiento\\_de\\_espacios\\_de\\_interlocucion\\_con\\_las\\_confesiones\\_religiosas\\_oficina\\_de\\_asuntos\\_religiosos/](http://www.observatorioreligion.es/banco-buenas-practicas/establecimiento_de_espacios_de_interlocucion_con_las_confesiones_religiosas_oficina_de_asuntos_religiosos/) (consulté le 26 août 2017).

<sup>xi</sup> L’organisation de l’événement a été réalisée en collaboration entre des fonctionnaires de la Mairie, du gouvernement régional et des professionnels/activistes interreligieux travaillant à l’Association interreligieuse de l’Unesco .

<sup>xii</sup> Dans ce cas par exemple, le mouvement interreligieux est intervenu afin d’aider les communautés musulmanes à organiser une prière interreligieuse pour la paix et le respect (et pour annuler la manifestation initialement programmée).

<sup>xiii</sup> Le centre est né en 1996 dans le but d’élaborer des projets pour les citoyens et les migrants autour de thèmes culturels et sociaux.

<sup>xiv</sup> La ville de Turin l’a approuvé au cours d’un acte officiel (“Deliberazione di Giunta”) et depuis lors les membres du comité se réunissent au *Centro Interculturale* de la ville.

<sup>xv</sup> Voir : <http://www.interculturatorino.it/wp-content/uploads/Testo-della-carta-dei-valori.pdf> (consulté le 29 janvier 2018)

<sup>xvi</sup> Voir : <http://www.msptorino.org/cosa-facciamo-in-italia/ecumenica/> (consulté le 29 janvier 2018)

<sup>xvii</sup> [http://www.comune.torino.it/ucstampa/2016/article\\_47.shtml](http://www.comune.torino.it/ucstampa/2016/article_47.shtml) (consulté le 7 février 2018).

<sup>xviii</sup> Voir “Moschee aperte a Torino l’11 giugno”. *Torino Today* Disponible dans : <http://www.torinotoday.it/politica/moschee-aperte-11-giugno.html> (consulté le 7 février 2018).

<sup>xix</sup> Voir “[http://www.comune.torino.it/bandi/20151229\\_exincet/#](http://www.comune.torino.it/bandi/20151229_exincet/#) (consulté le 7 février 2018)

## Biographies

*Mar Griera* est directrice du groupe de recherche ISOR et professeur au Département de Sociologie de l’Université Autonome de Barcelone.

E-mail : [Mariadelmar.griera@uab.cat](mailto:Mariadelmar.griera@uab.cat)

Telephone : (0034)935812446

*Maria Chiara Giorda* est Professeur d’Histoire des religions à l’Université de Roma Tre, Dipartimento di Studi Umanistici. Elle est chercheuse à l’Université de Roma La Sapienza dans le projet PATHs - Tracking Papyrus and Parchment Paths.

*Valeria Fabretti* est PhD en sociologie, enseigne la sociologie générale à l’Université de Rome "Tor Vergata" et est chercheuse à la Fondation Bruno Kessler, Centre des sciences religieuses (Trento, Italie).